

Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2010 ⁽¹⁾

(Estimation au 16 décembre 2010)

Résumé	43
Grandes cultures : des évolutions marquées par les mouvements de prix	45
Maraîchage et fleurs : la baisse tendancielle du revenu perdure	47
Viticulture : baisse des volumes, léger mieux sur les prix	48
Arboriculture fruitière : petites récoltes, fortes hausses de prix	49
Élevage bovin : léger mieux mais les difficultés demeurent	50
Élevage ovin et autres herbivores : amélioration du revenu grâce à de nouvelles aides couplées	51
Élevage hors-sol : recul limité de la production et des prix	52
Disparités et évolutions à long terme du revenu	53
Annexes chiffrées	55

(1) Présenté par Maurice DESRIERS, secrétaire de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation, ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles du SSP par Éliane LE REY.

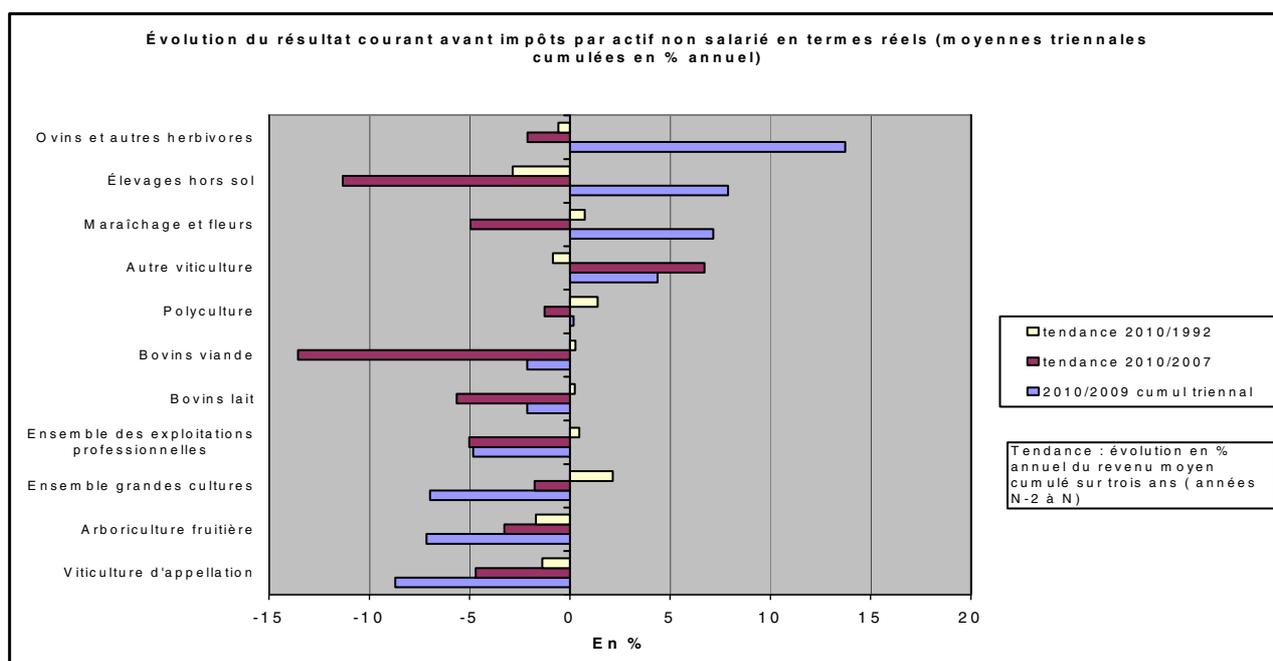
LES COMPTES PRÉVISIONNELS PAR CATÉGORIE D'EXPLOITATIONS POUR 2010

Après une baisse cumulée de 46 % entre 2007 et 2009, le résultat courant avant impôts des exploitations professionnelles se redresse fortement en 2010 (+ 66 %), mais reste inférieur de 11 % à son niveau de 2007. La succession de fortes évolutions de sens inverse oblige désormais à dépasser les analyses annuelles au profit de tendances de moyen terme, plus significatives. Si on examine le cumul triennal des revenus moyens par actif non salariés, le chiffre de 2010 se situe dans le prolongement de la tendance baissière des cinq dernières années (- 5 % par an). Le résultat de l'année 2010 est marqué par une forte progression du prix des céréales, oléagineux et protéagineux (COP) qui, conjuguée à la baisse des prix des engrais, permet un net redressement du revenu des exploitations de grandes cultures. La hausse des prix des COP a des incidences sur les coûts de production en fin d'année dans les secteurs de l'élevage, où le revenu est en grande partie soutenu par les mesures de redistribution des aides dans le cadre du bilan de santé de la PAC.

Les aléas climatiques de l'année 2010 ont entraîné une baisse du volume de l'ensemble des productions végétales. Parallèlement, la forte baisse du prix des engrais et des achats de produits phytosanitaires a un effet positif sur le coût des consommations intermédiaires. Les prix des céréales, oléagineux et protéagineux, tirés par le marché mondial, ont de nouveau flambé. Les récoltes légumières et fruitières d'été sont peu abondantes et les prix accusent une hausse sensible. En conséquence, le revenu des exploitations tournées vers les productions végétales augmente de façon significative en 2010. Toutefois, cette hausse intervient après deux années de baisses marquées. En cumul triennal, le revenu des exploitations de grandes cultures et d'arboriculture fruitière demeure orienté à la baisse de 7 % sur la dernière année, ainsi qu'à moyen terme dans l'ensemble des orientations végétales.

Pour les exploitations d'élevage, les situations sont plus nuancées. La mise en application des mesures consécutives au bilan de santé de la PAC de 2008 attribue de nouvelles aides aux exploitations bovines et ovines qui permettent une hausse du revenu de ces exploitations en 2010. Cependant, même soutenu par les aides publiques, le revenu des éleveurs ovins demeure très bas, de 40 % inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles. La situation reste par ailleurs difficile pour les éleveurs bovins viande et les éleveurs laitiers dont le revenu a nettement baissé en cinq ans (respectivement - 14 % et - 6 % par an en moyenne). Globalement, la valeur de la production des exploitations d'élevage hors sol se replie en 2010. Mais la diminution des dépenses en aliments pour porcins permet une amélioration relative du revenu. Toutefois, cette amélioration ne suffit pas pour compenser la baisse de moyen terme de 11 % par an du revenu de l'ensemble des exploitations hors sol (calculé en moyenne quinquennale).

Les exploitations viticoles font face à une baisse des récoltes. Bien que les prix des vins s'améliorent, le revenu des exploitations spécialisées en viticulture d'appellation s'inscrit dans une tendance baissière de moyen terme : - 5 % par an en moyenne sur les cinq dernières années. Par contre, les exploitations de viticulture courante, dont le revenu avait atteint un point historiquement bas en 2005, affichent une évolution positive de + 7 % par an en moyenne depuis cinq ans. Leur revenu est toutefois encore inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles.



Méthodologie des comptes par catégorie d'exploitations

Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les comptes annuels de l'agriculture selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur **le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles**. Par rapport au champ couvert par le compte national, sont donc exclues d'une part les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), d'autre part les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles.

Les comptes par catégorie d'exploitations ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du revenu dans les diverses catégories d'exploitations agricoles. Ils permettent également une première approche macro-économique des disparités de revenu entre orientations de production (OTEX).

Les résultats du RICA observés constituent la référence historique pour les évolutions du revenu agricole par catégorie d'exploitations. Pour l'année en cours les résultats du RICA ne sont pas disponibles. Il est donc nécessaire d'actualiser les résultats à l'année, ce qui revient à calculer un RCAI prévisionnel pour le RICA, indicateur de l'évolution du revenu de l'année en cours.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié (Utans) de cette opération est retenu comme indicateur d'évolution du revenu par actif non salarié et par catégorie d'exploitations.

Le calcul des résultats prévisionnels du RICA est réalisé selon la même technique que les comptes prévisionnels, en utilisant les mêmes indicateurs conjoncturels que dans le compte national pour estimer les évolutions de chacune des composantes du RCAI. Ces indicateurs sont estimés au niveau de nomenclature le plus fin possible. Ils sont appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente. Le RCAI prévisionnel est calculé au niveau de l'exploitation comme étant le solde des différentes composantes estimées au niveau fin. Les données agrégées par OTEX au niveau national sont calculées en appliquant les derniers coefficients d'extrapolation disponibles c'est à dire ceux de l'année n-1.

Grandes cultures

Des évolutions marquées par les mouvements de prix

Depuis 2006, le revenu des exploitations professionnelles de grandes cultures est tributaire de la volatilité des prix des matières premières agricoles. Malgré une forte hausse en 2010, en cumul sur les trois dernières années le revenu par actif non salarié des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux (COP) est orienté à la baisse (- 12 % en 2010 après - 11 % en 2009). Pour les autres exploitations de grandes cultures, le revenu en cumul triennal progresse légèrement en 2010 (+ 2 %).

Les rendements de la plupart des céréales ont baissé du fait de la sécheresse du printemps 2010, entraînant un recul de 6 % du volume global des récoltes par rapport à 2009. La production de maïs diminue de 11 %. La sole en orge, qui s'était fortement accrue en 2009, se réduit et les quantités produites baissent de 21 %. En revanche, la forte progression des surfaces en blé dur, qui compense largement la légère baisse des rendements, se traduit par une hausse de 18 % de la moisson.

Le volume de la production d'oléagineux baisse de 11 % par rapport à 2009. La faiblesse des rendements en colza provoque un repli de 15 % des volumes produits. Pour le tournesol, le recul est moindre (- 3 %) et résulte principalement de la réduction des superficies.

Dans un contexte de croissance des surfaces, les volumes de protéagineux bondissent de 58 % en 2010. Déjà en hausse l'année précédente, la production de pois continue à progresser (+ 97 % en 2010 après + 21 % en 2009).

Les conditions climatiques de l'été 2010 n'ont pas favorisé les rendements de la betterave industrielle. Malgré des surfaces en hausse, les tonnages produits reculent de 8 %. La récolte de pommes de terre est en retrait de 8 % par rapport à 2009, conséquence de la diminution des rendements sur une sole quasiment stable.

Les prix des céréales repartent à la hausse (+ 43 % par rapport à 2009). En effet, à la suite de la sécheresse de l'été qui a sévi dans l'est de l'Europe, la demande extérieure en blé

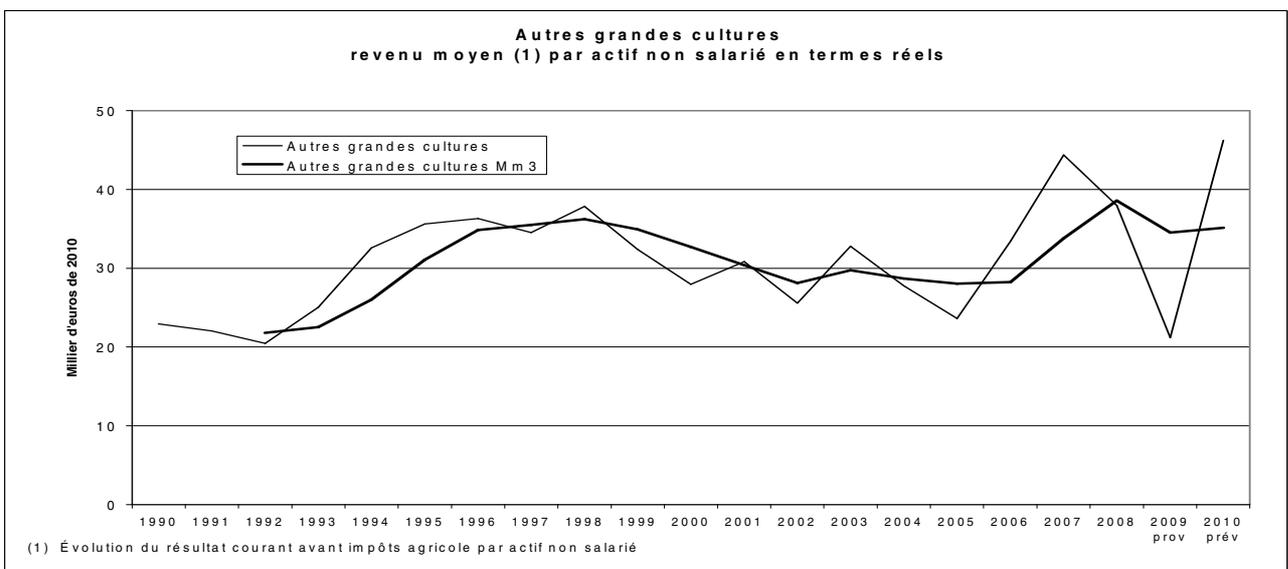
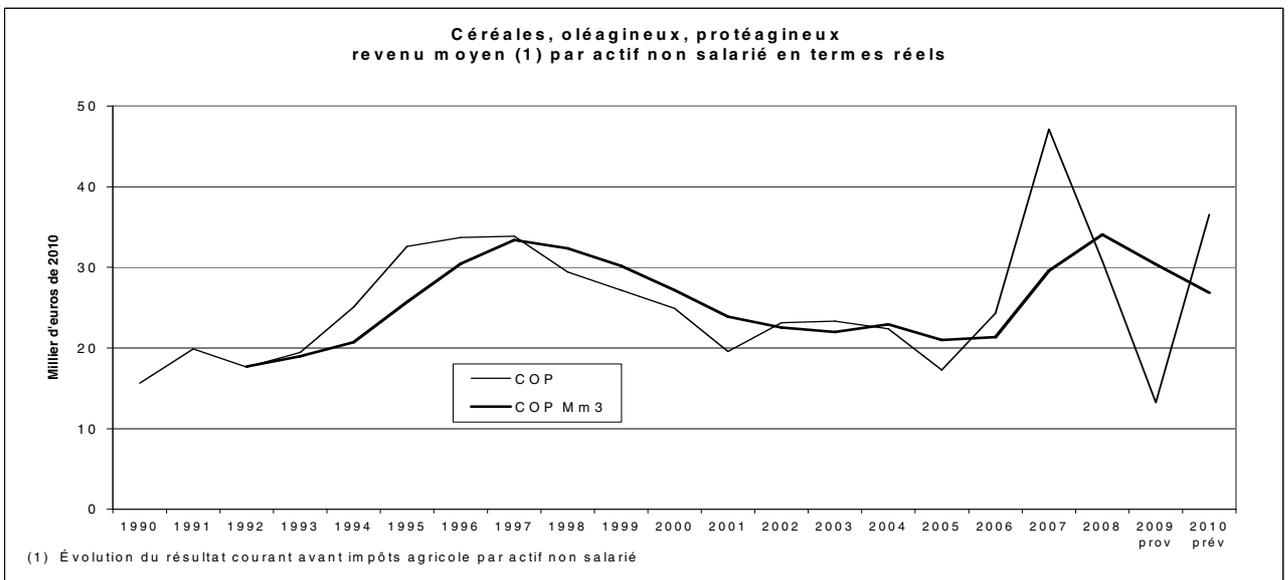
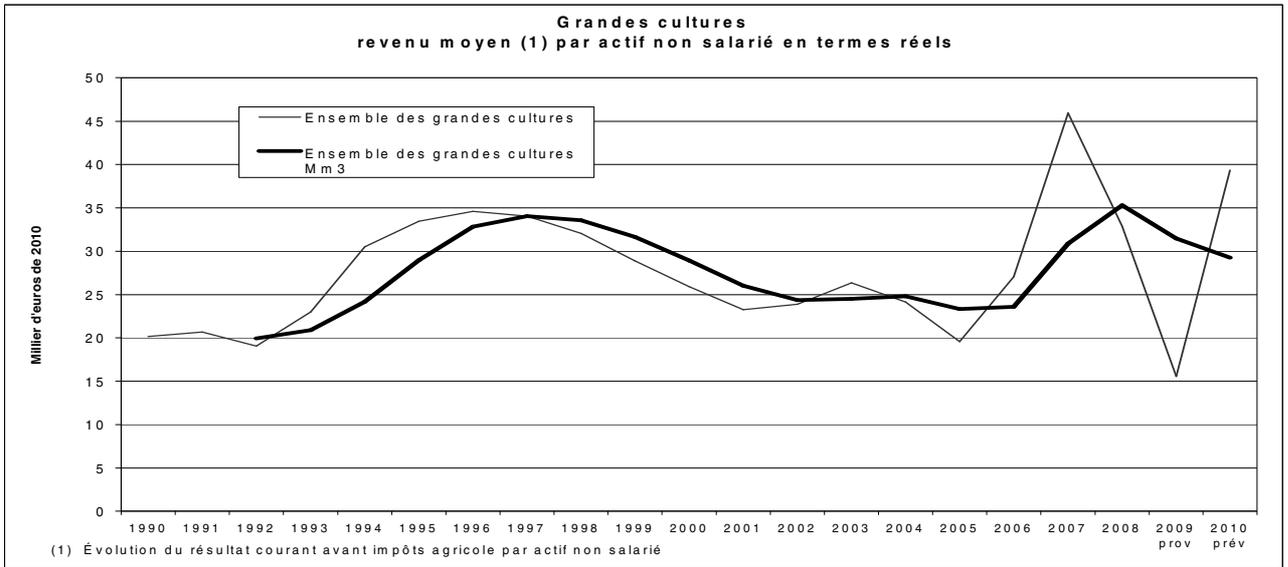
tendre s'accroît. Dans ce contexte les prix augmentent de 45 %. La baisse mondiale de production d'orge se répercute sur les cours internationaux et sur les prix français qui augmentent de 40 %. D'autre part, la faiblesse des stocks mondiaux de maïs se traduit par une progression des prix de 50 %.

Dans ce climat de hausse de prix des céréales, les prix des protéagineux, qui peuvent se substituer à ces dernières dans l'alimentation animale, subissent une hausse de 20 %.

Les prix des oléagineux croissent globalement de 40 %. Face à la baisse de la production française et à une offre extérieure plus faible, les prix du colza affichent une hausse de 35 %. Ceux de la pomme de terre augmentent de 45 %, après la baisse de 2009. Par contre, les prix de la betterave industrielle continuent à baisser et perdent 2 % dans l'ensemble.

Les charges d'approvisionnement (engrais, produits de protection des cultures, semences, carburants et lubrifiants) se replient globalement de 13 % en valeur. Les dépenses en engrais et en produits de protection des cultures régressent, du fait de la forte baisse des prix des engrais (- 35 %) et de la diminution des achats de produits phytosanitaires (- 15 %). En revanche, les dépenses en carburants et lubrifiants s'alourdissent en liaison avec la hausse des cours des produits pétroliers.

Les mouvements haussiers des prix conjugués avec la diminution des coûts de production expliquent la très forte progression du revenu des exploitations de grandes cultures en 2010 par rapport au point bas atteint en 2009. Celui-ci revient à un niveau historiquement élevé mais inférieur à celui de 2007. Compte-tenu de l'ampleur de ce redressement, l'impact des mesures du bilan de santé de la PAC, qui réduisent d'environ 10 % les aides reçues par les exploitations de grandes cultures, est peu visible.



Maraîchage et fleurs

La baisse tendancielle du revenu perdue

En cumul sur trois ans le revenu par actif non salarié des exploitations productrices de légumes et de fleurs progresse de 7 % en 2010. Mais cette hausse n'infirme pas la baisse tendancielle de 5 % par an observée depuis 2002. Au sein de cette orientation, les situations conjoncturelles diffèrent sensiblement selon les produits.

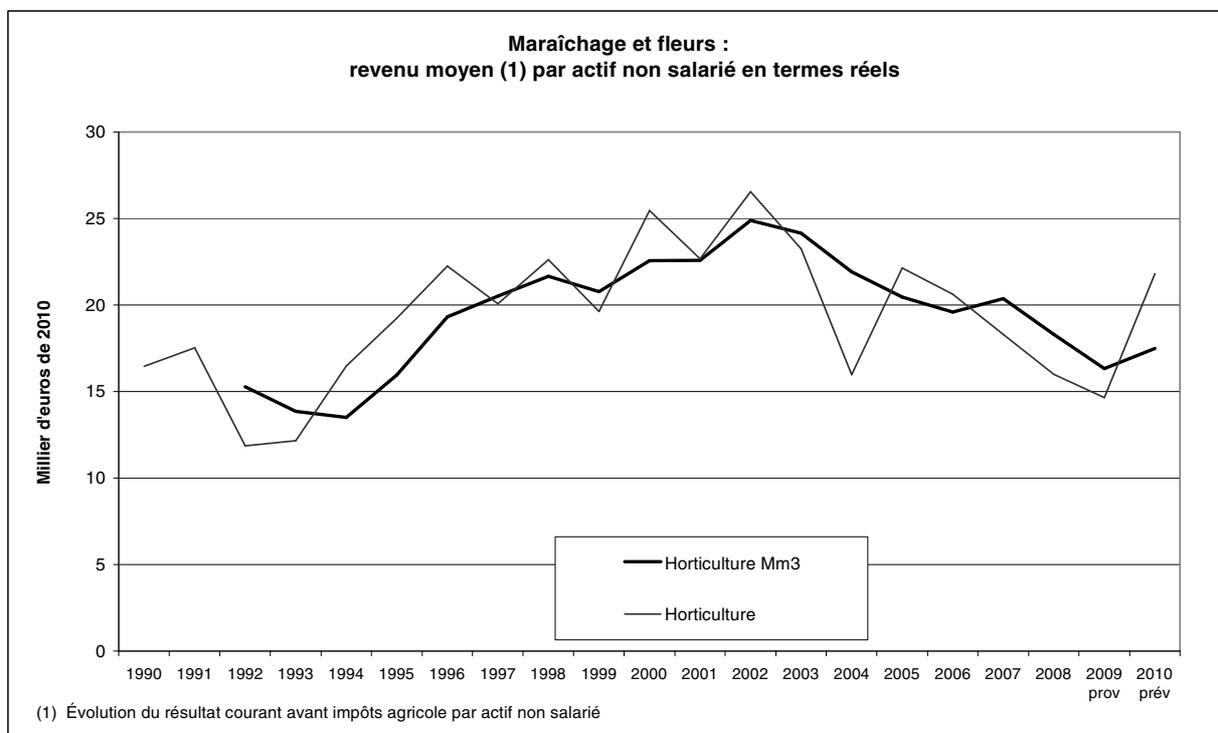
Globalement, le volume de la production de légumes est stable en 2010 et les prix de l'ensemble des légumes augmentent de 7 %.

Les légumes d'été ont bénéficié d'une offre peu abondante en volume. En effet, les intempéries du printemps 2010 ont pesé sur les productions en France mais aussi au Maroc et aux Pays-Bas. La concurrence des importations a donc été moindre lors des mises sur le marché pour les produits en provenance de ces pays : courgettes, tomates et concombres. Leurs prix augmentent respectivement de 30 %, 24 % et 15 %.

La situation est moins favorable pour les légumes d'hiver. Les prix des poireaux se replient de 5 % malgré la baisse des volumes produits (- 2 %). La valeur de la production de choux-fleurs recule de 8 % du seul fait des prix.

Les charges d'approvisionnement se replient globalement de 2 % en valeur. Ce recul des charges provient de la baisse des prix des engrais, alors que les dépenses en semences et plants demeurent stables.

Orienté à la baisse depuis huit ans, le revenu des exploitations horticoles est aujourd'hui à peine supérieur à celui observé au début des années 1990. Il représentait alors 83 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il en représente 87 % en 2010.



Viticulture

Baisse des volumes, léger mieux sur les prix

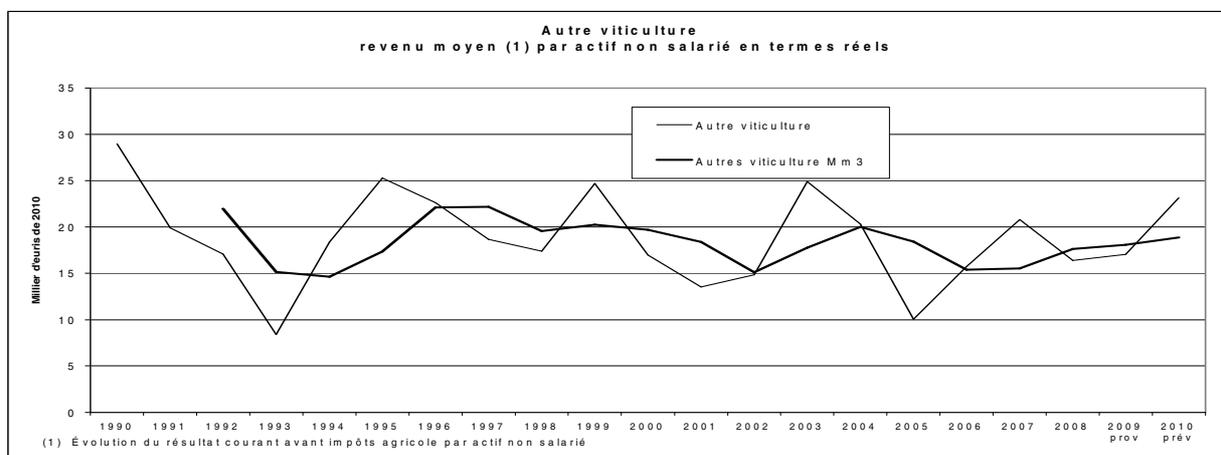
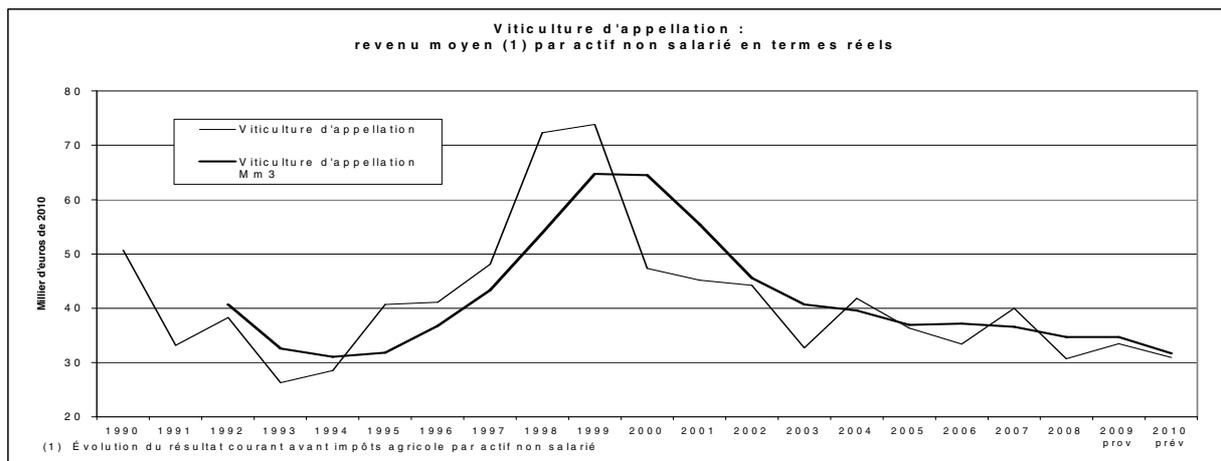
En 2010 le volume de la production de vins d'appellation se replie dans l'ensemble de 6 %. Les volumes de vins de champagne, déjà en baisse en 2009, diminuent de 9 %. Ceux des autres vins d'appellation, qui s'étaient légèrement redressés en 2009, reculent à nouveau en 2010 (- 4 %). Les vins de qualité courante affichent, quant à eux, une récolte en retrait de 7 % par rapport à 2009. Seuls les volumes des vins destinés à la fabrication de cognac progressent nettement (+ 12 %).

Les prix sont mieux orientés qu'en 2009. Ceux des vins de champagne progresseraient légèrement (+ 1 %). La hausse serait plus nette pour les autres vins d'appellation (+ 5 %). Les prix des vins courants croîtraient de 2 %.

Les charges d'approvisionnement sont impactées par la baisse des volumes des produits de protection des cultures. Elles diminuent de 5 % en valeur en viticulture d'appellation et de 11 % en autre viticulture.

Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture d'appellation se détériorerait en 2010 (- 9 % en cumul triennal) alors que celui des exploitations de viticulture courante connaîtrait une relative amélioration.

Compte tenu des concepts retenus, les évolutions du revenu des exploitations viticoles sont très liées aux volumes des récoltes et aux prix de la campagne, ce qui ne correspond pas forcément aux tendances réelles en matière de trésorerie. Une analyse tendancielle montre que le revenu de l'ensemble des exploitations viticoles d'appellation se situe dans une tendance baissière depuis cinq ans (- 5 % en moyenne annuelle). Toutefois, son niveau moyen dépasse toujours nettement celui de l'ensemble des exploitations professionnelles. En revanche, le revenu des exploitations de viticulture courante est inférieur de 6 % à ce même niveau, malgré une évolution tendancielle positive (+ 7 % en moyenne annuelle sur les cinq dernières années).



Arboriculture fruitière

Petites récoltes, fortes hausses de prix

En cumul sur trois années, le revenu par actif non salarié des exploitations fruitières baisse de 7 % en 2010, malgré le mieux observé la dernière année.

Globalement, le volume des récoltes diminue de 7 % et les prix augmentent de 11 %.

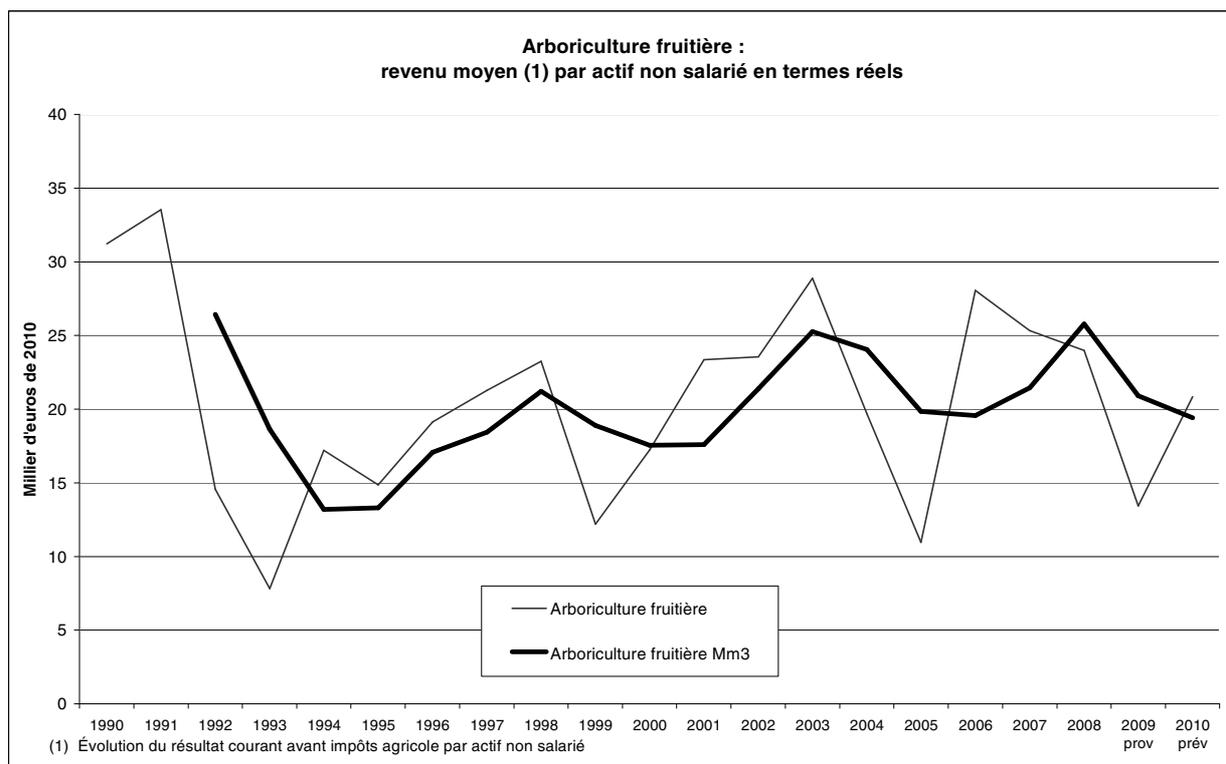
Les conditions climatiques ont eu un impact important sur la campagne 2010. Les intempéries du printemps 2010 ont affecté la production d'abricots et de cerises dont les volumes chutent respectivement de 34 % et de 17 %. La récolte de prunes est en retrait de 10 %. La poursuite de la réduction des vergers de pêches et de poires se traduit par une baisse de 8 % des volumes récoltés. La situation est moins dégradée pour la fraise : les quantités produites fléchissent de 3 %.

La pénurie d'abricots et de cerises a entraîné une forte hausse des prix (respectivement

+ 57 % et + 24 %) par rapport aux valeurs très basses de 2009. Les autres espèces s'écoulent également à des prix élevés : + 18 % pour la pêche, + 10 % pour la prune et la poire, + 12 % pour la fraise.

Les charges d'approvisionnement reculent de 9 % en valeur. Les dépenses en engrais et produits de protection des cultures diminuent. Celles en semences et plants sont stables.

La progression en 2010 du revenu des exploitations d'arboriculture fruitière s'explique ainsi par la hausse des prix des fruits allié au recul du coût des consommations intermédiaires. Toutefois, le revenu de 2010 s'inscrit dans une tendance de moyen terme en baisse : - 3 % en moyenne annuelle en termes réels depuis cinq ans.



Élevage bovin

Léger mieux mais les difficultés demeurent

En cumul sur trois années, le revenu par actif non salarié des exploitations professionnelles spécialisées en bovins viande se replie de 2 % en 2010, tout comme celui des exploitations laitières. En effet, l'amélioration du revenu en 2010 se situe dans une tendance de moyen terme défavorable pour ces deux spécialisations : - 14 % en moyenne annuelle depuis cinq ans pour les éleveurs bovins viandes et - 6 % pour les éleveurs laitiers.

Le volume de production de veaux de boucherie se stabilise en 2010. Les abattages de gros bovins sont supérieurs à ceux de 2009. En effet, des sorties des élevages précoces ont eu lieu, en réponse au manque de fourrages provoqué par la sécheresse de l'été 2010, notamment dans les régions du nord-ouest de la France. La réduction du cheptel laitier ralentit.

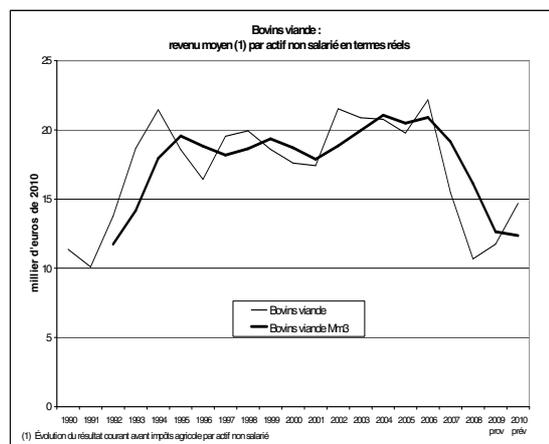
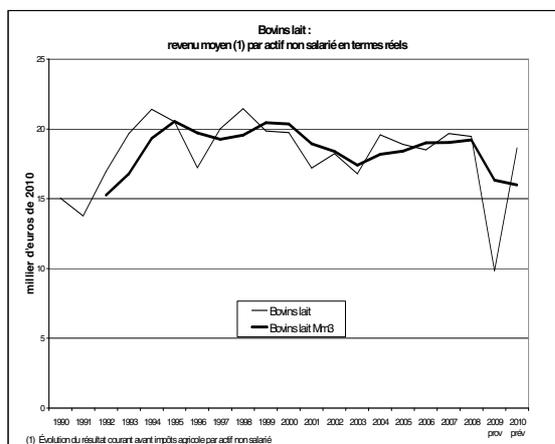
En moyenne, sur l'année 2010, le prix du lait de vache croît de 10 % en liaison avec l'augmentation des prix des produits laitiers industriels (beurres et poudres de lait). Dans ce contexte, la collecte laitière reprend.

Globalement, les prix des gros bovins se maintiennent en 2010. Les prix des vaches s'inscrivent en hausse de 2 % sur un an mais restent inférieurs à la moyenne des cinq dernières années. Les prix des bovins mâles se replient légèrement (- 1 %). Les cours du veau remontent (+ 3 %).

Les charges d'approvisionnement enregistrent une légère baisse : - 3 % en valeur dans les exploitations laitières et - 2 % dans celles spécialisées en bovins viande. Cet allègement des charges résulte de la baisse du coût de l'alimentation animale. En effet, la baisse des prix des céréales, intervenue en 2008 et 2009, continue à se répercuter au premier semestre 2010 sur les prix des aliments composés. Ceux-ci se situent alors à un niveau inférieur d'environ 7 % à celui du début de l'année 2009. A partir de juillet 2010, la forte hausse des prix des céréales entraîne celle des aliments composés mais avec un mouvement de moindre ampleur décalé dans le temps. En moyenne sur l'année 2010, les prix de l'alimentation bovine se replient de 3 %.

En application du bilan de santé de la PAC de 2008, l'ensemble des exploitations bovines bénéficient d'une augmentation de leurs subventions avec l'attribution de « DPU herbe ».

Les exploitations bovines voient donc leur revenu s'améliorer en 2010. Mais avec un niveau proche de celui du début des années 1990, le revenu dans ces orientations reste comme il y a vingt ans nettement plus faible que celui de la moyenne de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il est inférieur de 20 % à cette moyenne pour les exploitations laitières et de 38 % pour celles spécialisées en bovins viande.



Élevage ovin et autres herbivores

Amélioration du revenu grâce à de nouvelles aides couplées

En cumul sur trois années, le revenu par actif non salarié des exploitations d'élevage d'ovins et autres herbivores progresse de 14 % en 2010. Ce mouvement est induit par une hausse du revenu en 2010, consécutive à l'accroissement des aides. Ce mieux intervient après six années de baisse quasiment ininterrompue.

Le volume de la production ovine varie peu (+1 % par rapport à 2009) après quatre années de chute marquée. Les abattages d'ovins de réforme sont moins nombreux qu'en 2009. La consommation de viande ovine régresse. Face à cette situation, les achats en provenance d'Irlande, du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande se rétractent.

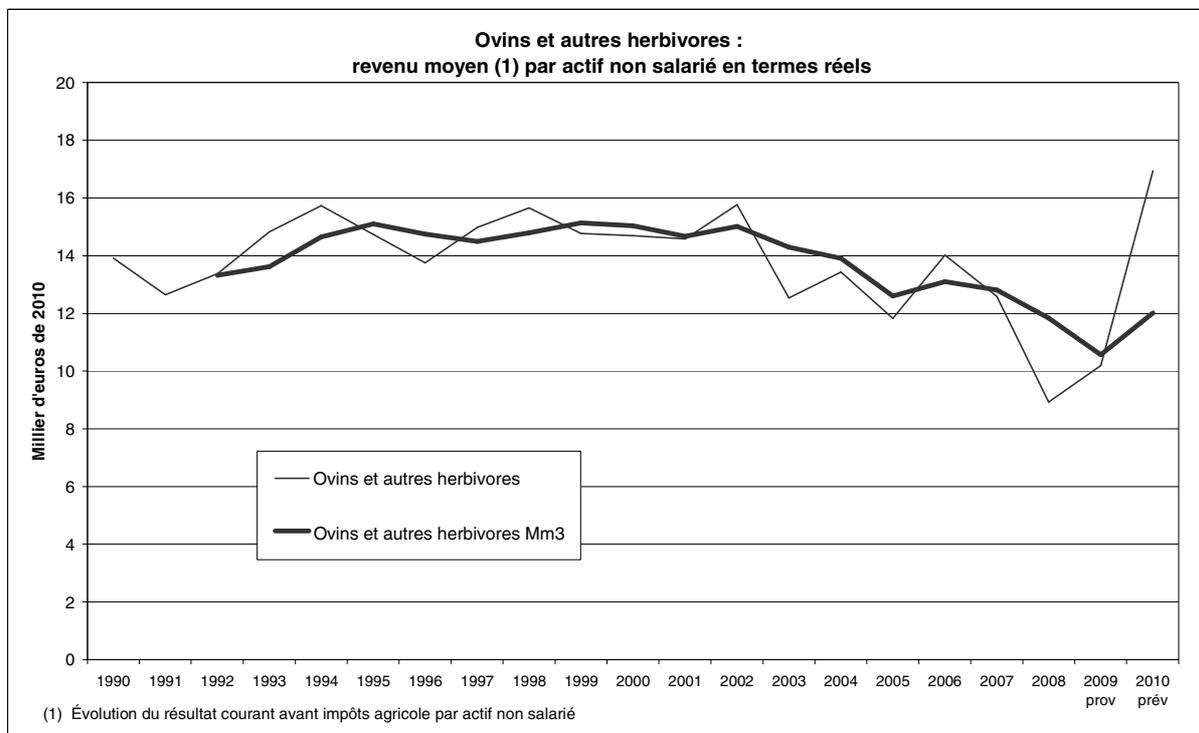
Grâce à la moindre pression des importations, les prix se maintiennent en moyenne sur la campagne.

Les charges d'approvisionnement se réduisent de 2 % en valeur, malgré des volume d'achats

accrus en alimentation animale. En effet, la hausse des prix des aliments composés n'intervient que sur les derniers mois de l'année. Au premier semestre de 2010, ils baissaient encore de 7 % en moyenne par rapport au début de l'année 2009.

Les subventions à la filière augmentent sensiblement avec l'attribution de nouvelles aides couplées aux ovins et aux caprins dans le cadre de l'article 68 du nouveau règlement européen mis en place à la suite du bilan de santé de la PAC de 2008.

Ces nouvelles aides sont à l'origine du redressement du revenu des exploitations ovines en 2010. Toutefois le revenu moyen demeure très faible. Il ne représente que 60 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles.



Élevage hors sol

Recul limité de la production et des prix

En cumul sur trois années, le revenu moyen par actif non salarié pour l'ensemble des élevages hors sol progresse de 8 % en 2010. Il demeure toutefois sur une tendance baissière en recul de 11 % par an en moyenne depuis 2006.

La valeur de la production porcine se replie légèrement en 2010 après une baisse marquée en 2009. Les volumes produits sont stables. Peu soutenue en 2009, la demande intérieure n'évolue pas. Dans un contexte européen de baisse des cours, les prix du porc reculent de 1 %.

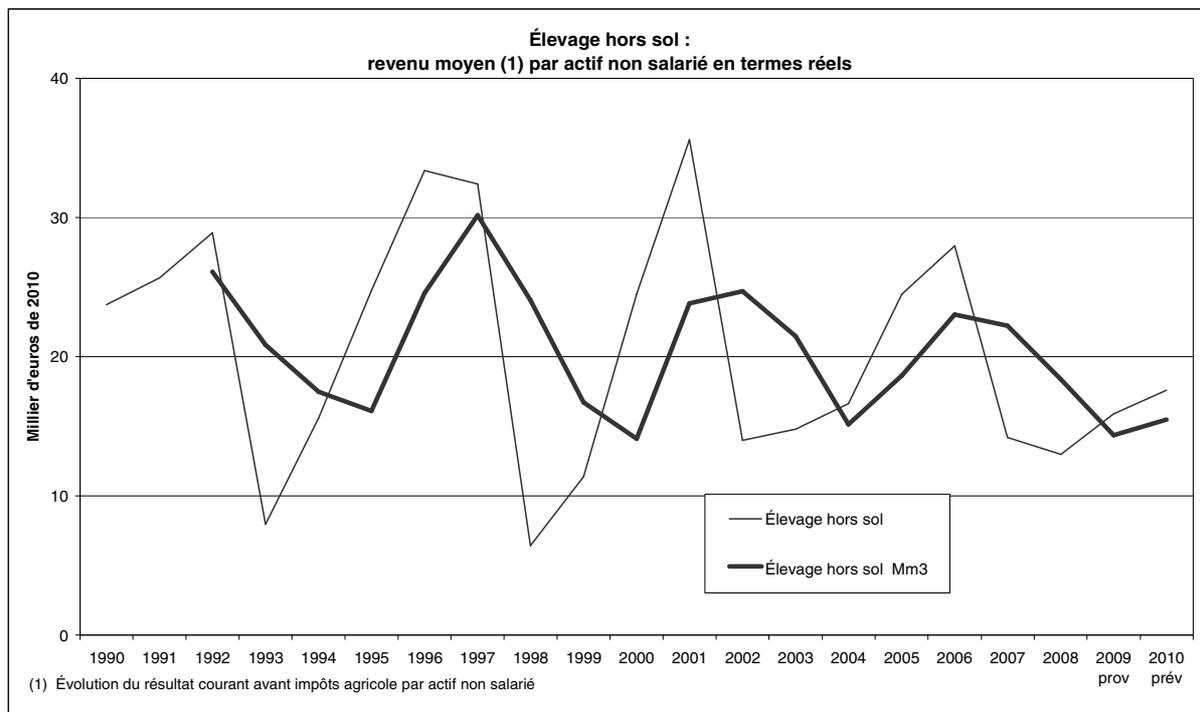
Pour la volaille, la valeur de la production est en retrait de 2 % par rapport à 2009 en forte baisse. La stabilité globale du volume de la production résulte d'évolutions différenciées. Déjà en hausse l'année précédente, les abattages de poulets croissent de 4 % en 2010. Le déclin de la production des dindes, pintades et canards se poursuit, à un rythme plus modéré qu'en 2009, avec des baisses respectives de - 6 %, - 4 % et - 2 %. Les prix

de l'ensemble des volailles se rétractent de 2 %.

Le volume de la production d'œufs progresse de 5 % et retrouve son niveau moyen des cinq dernières années. En réponse à l'accroissement de l'offre, les prix se dégradent (- 11 % par rapport à 2009).

Les charges d'approvisionnement diminuent de 3 % en valeur. Ce mouvement résulte essentiellement de la baisse des prix et des achats d'aliments composés destinés aux élevages porcins.

Ainsi, la baisse des coûts de production, très importants dans cette orientation, est à l'origine de l'amélioration du revenu. Mais, malgré cette amélioration, le revenu des exploitations hors sol demeure peu élevé en 2010. Il est inférieur de 23 % au revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles.

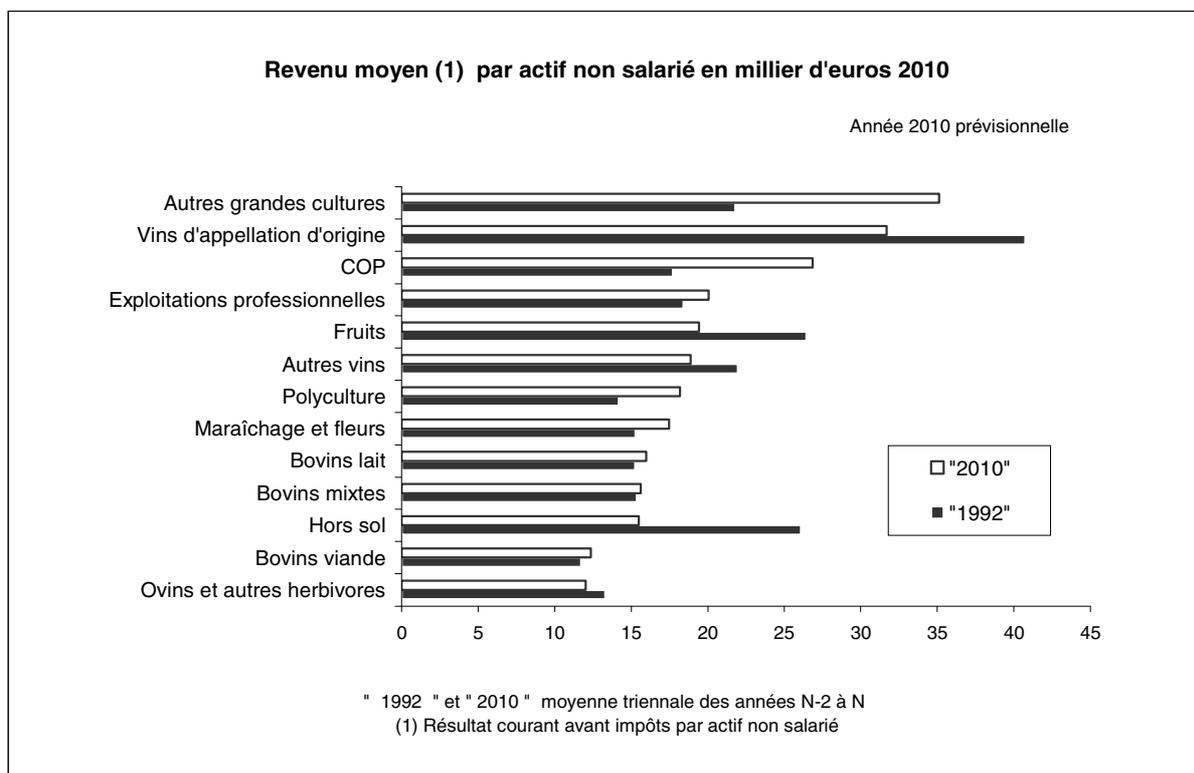


Disparités et évolutions à long terme du revenu

Malgré deux années de baisse marquée en 2008 et 2009, l'évolution du revenu agricole moyen par actif reste légèrement positive sur longue période : + 0,5 % par an, en termes réels, entre 1990 et 2010, pour l'ensemble des exploitations professionnelles. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations hors sol enregistrent sur cette période une baisse sensible de leur revenu (- 2,9 % par an). Les exploitations d'arboriculture fruitière et de viticulture voient aussi un recul de leur revenu (respectivement - 1,7 % et - 1,3 %). L'évolution est également orientée à la baisse (- 0,6 %) pour les exploitations d'élevage d'ovins et d'autres herbivores. Le revenu des exploitations bovines est stable sur longue période. La situation est plus favorable pour les exploitations maraîchères et horticoles qui bénéficient d'une légère hausse tendancielle (+ 0,8 %) et les exploitations de grandes cultures (+ 2,1 %).

En conséquence, les exploitations d'élevage hors sol qui avaient un revenu nettement supérieur à la moyenne des exploitations professionnelles voient celui-ci chuter : de 42 % supérieur à cette moyenne en 1990-1992, il lui est maintenant (moyenne des années 2008 à 2010) inférieur de 23 %.

exploitations fruitières, qui dépassait, lui aussi, la moyenne de 40 %, lui est désormais un peu inférieur. C'est également le cas des exploitations de viticulture courante dont le revenu excédait la moyenne de 19 % en 1990-1992 et lui est maintenant inférieur de 6 %. Sur cette même période, le revenu des exploitations de grandes cultures avoisinait la moyenne, il la dépasse très largement en moyenne sur les trois dernières années (+ 46 %) grâce aux bons résultats de 2010. La situation des exploitations d'élevage herbivore et de maraîchage est nettement moins favorable. Comme au début des années 1990, le revenu des exploitations bovines viande se situe à environ 40 % au-dessous de la moyenne. Celui des exploitations laitières est 20 % en deçà de la moyenne contre 17 % auparavant. Quant aux exploitations ovines et caprines, leur revenu ne représente plus que 60 % de la moyenne contre 72 % il y a vingt ans. Pour les exploitations maraîchères la situation évolue peu : la différence par rapport à la moyenne passe de - 17 % à - 13 %. Les exploitations de viticulture d'appellation constituent une exception : leur revenu très au dessus de la moyenne en 1990-1992 le demeure mais s'est cependant très nettement réduit.



Annexes chiffrées

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en 2010

Tableau 2 : Indicateur de disparité du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié

Tableau 3 : Indicateur d'évolution du résultat courant avant impôts agricole en termes réels (indices 1990 = 100)

– Résultats pour l'ensemble des catégories d'exploitations

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (RCAI par UTANS)

	Résultat courant avant impôts par UTA non salariée en termes réels, en % annuel						Niveau moyen	
	Évolutions annuelles (%)			Évolution du revenu moyen cumulé sur 3 ans (% annuels)			millier d'euros 2010	
	2008/2007	2009/2008	2010 prév / 2009 prov	"2010"/"2009"	"2010"/"2007"	"2010"/"1992"	"1992"	"2010"
Ensemble des exploitations professionnelles	-23,2	-30,4	66	-4,8	-5,0	0,5	18,4	20,1
Céréales, oléagineux, protéagineux	-34,7	-57,1	177	-11,6	-3,2	2,3	17,7	26,9
Autres grandes cultures	-14,4	-44,2	118	1,8	1,3	2,7	21,8	35,1
Ensemble grandes cultures	-28,5	-52,7	153	-7,0	-1,8	2,1	20,0	29,3
Maraichage et fleurs	-12,7	-8,4	49	7,1	-5,0	0,8	15,3	17,5
Viticulture d'appellation	-23,3	8,9	-7	-8,7	-4,7	-1,4	40,7	31,7
Autre viticulture	-21,1	4,0	36	4,4	6,7	-0,8	22,0	18,9
Ensemble viticulture	-22,2	7,3	-2	-7,0	-3,1	-1,3	36,5	28,7
Arboriculture fruitière	-5,3	-44,0	55	-7,2	-3,3	-1,7	26,4	19,4
Bovins lait	-1,0	-49,5	89	-2,1	-5,6	0,3	15,3	16,0
Bovins viande	-31,0	9,8	25	-2,1	-13,5	0,3	11,7	12,4
Bovins mixtes	-13,8	-44,6	78	-6,5	-9,3	0,1	15,4	15,6
Ovins et autres herbivores	-29,1	14,1	66	13,7	-2,1	-0,6	13,3	12,0
Hors sol	-8,6	22,5	11	7,9	-11,3	-2,9	26,1	15,5
Polyculture	-28,5	-26,7	92	0,2	-1,3	1,4	14,2	18,2
Elevage et culture	-25,5	-48,2	108	-9,2	-8,1	1,3	13,7	17,4

"N" = moyenne des années N-2 à N.

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 2 : Indicateur de disparités du résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitations

	Valeur moyenne par exploitation en millier d'euros courants															
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 prov	2010 prev
Ensemble des exploitations professionnelles	19,5	19,8	21,1	21,6	20,9	19,4	18,9	19,6	19,0	20,0	18,3	21,5	26,5	20,9	14,6	24,4
Céréales, oléagineux, protéagineux	25,9	27,2	27,6	24,2	22,3	20,8	16,6	20,1	20,7	20,2	15,9	22,9	45,5	30,5	13,2	36,6
Autres grandes cultures	28,3	29,3	28,2	31,1	26,6	23,3	26,2	22,3	29,1	25,0	21,7	31,4	42,8	37,6	21,1	46,2
Ensemble grandes cultures	26,5	27,9	27,8	26,4	23,7	21,6	19,8	20,8	23,4	21,7	18,0	25,5	44,3	32,5	15,5	39,4
Maraîchage et fleurs	15,3	18,0	16,4	18,6	16,1	21,2	19,3	23,1	20,6	14,4	20,4	19,4	17,7	15,8	14,6	21,8
Viticulture d'appellation	32,3	33,2	39,2	59,5	60,7	39,5	38,4	38,5	29,0	37,7	33,5	31,5	38,6	30,4	33,3	30,9
Autre viticulture	20,1	18,2	15,2	14,3	20,3	14,2	11,5	12,9	22,1	18,3	9,2	14,8	20,1	16,2	17,0	23,2
Ensemble viticulture	29,6	29,9	33,4	48,4	50,9	33,4	31,7	32,4	27,3	33,3	27,6	27,5	34,2	27,3	29,5	29,0
Arboriculture fruitière	11,8	15,4	17,4	19,1	10,0	14,4	19,9	20,5	25,6	17,7	10,1	26,4	24,4	23,7	13,4	20,8
Bovins lait	16,3	13,9	16,3	17,7	16,3	16,5	14,6	15,9	14,9	17,7	17,4	17,4	19,0	19,3	9,8	18,6
Bovins viande	14,7	13,2	15,9	16,4	15,3	14,7	14,8	18,7	18,5	18,7	18,2	20,9	14,9	10,6	11,7	14,7
Bovins mixtes	17,9	16,4	18,2	18,4	17,1	17,3	15,5	19,8	16,2	17,5	18,7	19,8	20,7	18,3	10,2	18,2
Ovins et autres herbivores	11,7	11,1	12,2	12,9	12,1	12,3	12,4	13,7	11,1	12,1	10,9	13,2	12,2	8,8	10,1	16,9
Hors sol	19,6	26,9	26,4	5,3	9,4	20,4	30,3	12,2	13,1	15,0	22,5	26,3	13,7	12,8	15,8	17,6
Polyculture	15,0	15,1	15,2	15,3	14,6	16,5	15,6	16,2	19,1	16,2	13,5	16,6	23,5	17,2	12,7	24,4
Élevage et culture	18,2	17,7	17,6	16,9	16,8	17,5	17,0	17,7	16,4	19,0	17,1	20,4	26,0	19,8	10,3	21,6

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 3 : Indicateur d'évolution du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en termes réels (RCAI par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

	Indices 1990=100															
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 prov	2010 prev
Ensemble des exploitations professionnelles	125,1	125,3	131,6	133,5	129,6	118,7	113,3	114,7	109,2	113,2	101,2	116,5	139,9	107,4	74,7	124,3
Céréales, oléagineux, protéagineux	208,1	215,2	216,3	187,9	173,4	159,1	125,0	147,7	148,9	142,9	110,3	155,2	300,8	196,6	84,4	233,5
Autres grandes cultures	155,3	158,2	150,6	164,9	141,2	121,8	134,5	111,5	143,0	120,9	102,9	145,7	193,4	165,5	92,4	201,6
Ensemble grandes cultures	166,0	171,8	169,0	159,1	143,3	128,6	115,3	118,6	130,7	119,8	97,2	134,3	228,0	163,1	77,2	195,4
Maraîchage et fleurs	116,9	135,2	121,9	137,5	119,2	154,6	137,7	161,3	141,2	97,1	134,5	125,3	111,2	97,1	89,0	132,5
Viticulture d'appellation	80,3	81,0	94,9	142,6	145,6	93,3	89,1	87,1	64,5	82,4	71,7	65,9	78,9	60,5	65,9	61,0
Autre viticulture	87,3	78,1	64,5	60,1	85,3	58,7	46,7	51,2	86,0	70,2	34,7	54,4	71,8	56,7	58,9	80,0
Ensemble viticulture	82,2	81,8	90,3	129,7	136,5	88,4	82,3	82,0	68,0	81,5	66,2	64,4	78,2	60,9	65,3	63,9
Arboriculture fruitière	47,7	61,3	68,2	74,5	39,1	55,2	74,8	75,5	92,6	63,1	35,1	89,9	81,2	76,8	43,0	66,8
Bovins lait	136,4	114,5	132,9	142,6	132,0	131,1	114,3	121,0	111,5	130,1	125,5	123,0	130,7	129,4	65,4	123,8
Bovins viande	163,3	144,5	171,9	175,3	163,5	154,9	153,3	189,3	183,6	182,7	173,8	195,1	136,2	94,0	103,2	129,1
Bovins mixtes	164,5	148,3	163,0	163,0	151,2	151,1	133,2	165,9	132,7	141,6	148,3	153,4	156,1	134,5	74,5	132,3
Ovins et autres herbivores	105,9	98,8	107,6	112,4	106,0	105,5	104,7	113,2	90,0	96,5	85,0	100,7	90,4	64,1	73,2	121,7
Hors sol	104,2	140,5	136,5	27,1	47,9	103,2	149,9	59,0	62,3	70,1	103,1	117,8	59,8	54,7	67,0	74,1
Polyculture	98,4	97,5	97,1	97,1	92,5	103,2	95,5	97,0	112,3	93,6	76,5	92,1	126,8	90,6	66,4	127,3
Élevage et culture	164,7	157,8	155,5	147,3	147,0	150,8	143,9	146,3	133,1	151,5	133,7	155,8	193,4	144,1	74,7	155,4

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations